

Catalogne : vers l'indépendance ?

Agustí Nicolau-Coll

Number 782, January–February 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/80006ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Nicolau-Coll, A. (2016). Catalogne : vers l'indépendance ? *Relations*, (782), 10–11.

table eucharistique les prêtres qui ont quitté le sacerdoce –un sacrement indissoluble– et qui se sont mariés religieusement alors qu'elle est incapable de faire de même pour les divorcés remariés? N'est-ce pas là appliquer une règle de deux poids, deux mesures selon qu'on est clerc ou laïc?

Les 94 articles du rapport final ont été votés avec une majorité des deux tiers, mais les plus controversés ont été très dilués. Il est à espérer que le « document sur la famille » que le pape doit préparer à l'issue du Synode fasse une place plus tangible à la miséricorde évangélique. ©

CATALOGNE : VERS L'INDÉPENDANCE ?

D'importants défis attendent les indépendantistes catalans, malgré leur victoire convaincante aux dernières élections.

Agustí Nicolau-Coll

L'auteur est responsable des activités publiques au Centre justice et foi et vice-président du Cercle culturel catalan du Québec

avoir lieu au printemps 2017, après les négociations de sécession avec l'Espagne.

L'accession de la Catalogne à son indépendance politique pleine et entière, toutefois, n'est pas acquise pour autant. Trois défis majeurs l'attendent.

Le premier, et non le moindre, est la difficulté pour les indépendantistes de former un gouvernement issu des élections du 27 septembre. L'incapacité de la coalition *Junts pel sí* et de la CUP d'en arriver à une entente sur la nomination d'un chef de gouvernement –la CUP refusant de confirmer en poste l'actuel président Artur Mas– risque de freiner l'élan indépendantiste; en effet, au moment de mettre sous presse, de nouvelles élections en mars semblent inévitables pour tenter de dénouer l'impasse, et leur issue demeure incertaine.

Le deuxième défi est aussi de taille: l'opposition de l'État espagnol. Toutes les forces politiques espagnoles dénoncent le processus entrepris par le Parlement catalan comme étant illégal et inacceptable, arguant que l'unité de l'Espagne ne peut ni ne doit être questionnée. Cette levée de boucliers presque unanime laisse entendre que l'État espagnol pense utiliser tous les moyens à sa disposition pour empêcher la sécession de la Catalogne.

Il y a tout d'abord les moyens légaux. Trois jours après l'adoption de la déclaration d'indépendance par le Parlement catalan, le Tribunal constitutionnel espagnol –à l'instigation de l'exécutif–, jugeant cette déclaration inconstitutionnelle, l'a annulée. La réponse du Parlement catalan a été de déclarer que les

CONSULTATION

Vert Montréal

Jusqu'au 8 mars, la Ville de Montréal tient une consultation publique intitulée « Vert Montréal » pour recueillir les propositions de la population sur les moyens de réduire la dépendance de la métropole aux énergies fossiles. La date limite pour déposer des mémoires est le 3 mars, mais il est aussi possible de proposer des idées en ligne sur le site de l'Office de consultation publique de Montréal. Afin d'inciter citoyens et organismes de divers horizons à participer, un regroupement nommé Coalition climat Montréal a été créé. Grâce à cette initiative, plusieurs églises et groupes religieux de différentes confessions se sont regroupés pour préparer un mémoire, dans l'esprit du mouvement des Églises vertes notamment. Renseignements: <coalitionclimatmtl.org> et <ocpm.qc.ca/vertmtl>.

Les élections au parlement de la Catalogne qui ont eu lieu le 27 septembre dernier et qui avaient un caractère référendaire, ont consacré la victoire des deux listes électorales indépendantistes. *Junts pel sí* (« Ensemble pour le Oui »), avec 62 députés, et la CUP (Candidature d'Unité populaire), avec 10 députés, ont raflé ensemble une majorité absolue de 72 députés sur un total de 135.

Cette situation devait permettre l'enclenchement d'un processus de sécession d'avec l'Espagne, tel que statué par le Parlement catalan qui a adopté une déclaration à cet effet le 9 novembre dernier. On y prévoit entre autres l'ouverture d'un processus constituant et la tenue d'un référendum, non pas sur l'indépendance de la Catalogne (la déclaration du 9 novembre l'ayant, de fait, proclamée), mais sur une Constitution de la République de Catalogne. Cette consultation devrait

Souhaitons-nous une année 2016 empreinte de solidarité, de justice et d'équité sociale.

REFUSONS L'AUSTÉRITÉ

— ALLIANCE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE MONTRÉAL —



Petits et grands ont marché pour l'indépendance de la Catalogne à Barcelone, le 11 septembre dernier, premier jour de la campagne électorale référendaire. Photo: Teresa Grau Ros/Flickr

décisions du Tribunal constitutionnel ne s'appliquent plus sur le territoire catalan. Il pourrait s'ensuivre la suspension, par le Parlement espagnol, du statut d'autonomie catalane, ce qui n'aurait cependant pas d'effet puisque le Parlement catalan continuerait de siéger de façon souveraine, malgré le boycottage prévisible des partis non indépendantistes. Ensuite, l'État espagnol pourrait utiliser l'étranglement économique en retenant des transferts d'argent dus par Madrid au gouvernement catalan qui, rappelons-le, ne possède pas le droit de percevoir des impôts directement. Face à cela, le gouvernement catalan a mis sur pied son propre système de perception d'impôts, qui pourra entrer en vigueur une fois un nouveau gouvernement formé. Madrid pourrait aussi faire pression sur les fonctionnaires en poste en Catalogne, en les menaçant de ne pas payer leurs salaires ou de les poursuivre judiciairement s'ils « collaborent » avec le nouvel État catalan.

Depuis déjà plus d'un an, l'État espagnol cherche aussi à obtenir une déclaration à l'effet qu'une Catalogne indépendante serait exclue de l'Union européenne. Après de multiples déclarations contradictoires de différents hauts fonctionnaires de l'Union, le mot d'ordre est

de ne plus émettre d'avis sur le sujet. Il s'agit là d'une victoire de grande importance de la diplomatie catalane face à la diplomatie espagnole. Enfin, il restera toujours à Madrid la menace d'usage de la force, par intervention militaire ou policière, mais celle-ci n'a pas beaucoup de chances de se concrétiser, surtout parce que l'Union européenne ne l'accepterait pas. De plus, cette voie risquerait d'augmenter l'appui à l'indépendance au sein de la population catalane.

Si l'État espagnol refusait malgré tout de reconnaître l'indépendance de la Catalogne, celle-ci pourrait toujours, si nécessaire, refuser d'assumer sa partie de la dette espagnole, ce qui provoquerait la banqueroute de l'Espagne, incapable de l'assumer toute seule. Il s'agit là du principal argument de force pour les indépendantistes.

Enfin, leur troisième défi sera de faire grimper les appuis populaires à l'indépendance. En effet, même si les élections du 27 septembre ont donné une majorité absolue de députés aux indépendantistes, le pourcentage des votes clairement en faveur de l'indépendance a été de 47,8%, avec un taux de participation de 70%. Tout en étant un bon score, il faudrait l'augmenter en vue d'un référendum d'ap-

probation d'une Constitution catalane, afin de s'assurer de la plus grande légitimité possible aux niveaux national et international.

Signe encourageant, une proportion non négligeable des gens ayant voté pour des candidatures non indépendantistes sont des partisans de l'indépendance qui ont donné priorité à la question sociale sur la question nationale. Lors d'un vote référendaire sur une constitution catalane, ils risquent donc fort de voter oui. 🇪🇺

SALAIRE MINIMUM

Campagne pour une hausse à 15 \$/h

Après avoir fait de nombreux gains dans plusieurs villes et États en Amérique du Nord, le mouvement pour un salaire minimum de 15 \$ l'heure indexé au coût de la vie s'étend désormais au Québec. Venant consolider la campagne 15+, menée par l'Alternative socialiste, la Coalition contre le travail précaire a entre autres organisé un rassemblement, le 10 novembre dernier, lors d'une journée d'action nord-américaine. Ces dernières années, des mobilisations massives ont permis d'obtenir le salaire minimum de 15 \$/h notamment à Seattle, San Francisco et Los Angeles. Quatre États américains et la province de l'Alberta ont également adopté des mesures visant à atteindre cet objectif d'ici quelques années. Outre le Québec, des campagnes similaires sont également en cours en Ontario et en Colombie-Britannique. Voir <15plus.org>.

BLOGUE

Contre l'islamophobie

Dans un contexte où la « guerre au terrorisme » alimente des discours anxigènes à l'égard des musulmans et des personnes perçues comme telles, le Centre justice et foi et Alternatives lancent un nouvel outil d'information pour lutter contre l'islamophobie. S'associant au site *Web Huffington Post Québec*, les deux organismes ont récemment mis en ligne un blogue collectif proposant des textes pour déconstruire les idées reçues et déplacer le regard. Le journal *Métro* publiera dans ses pages, une fois par mois, des extraits du blogue. Renseignements : <quebec.huffingtonpost.ca/the-blog>.